

Namur, 17 septembre 2025

Non aux économies dans les entreprises à profit social ! La fausse bonne idée

À quelques semaines des conclaves budgétaires de fin septembre et début octobre 2025, l'UNIPSO – l'Union des entreprises à profit social – lance un appel solennel aux Gouvernements wallon et de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Si l'UNIPSO est bien consciente de la situation financière des deux entités, il n'est pourtant pas entendable de sacrifier les services et les métiers du secteur à profit social sur l'autel des économies.

Un appel clair aux Gouvernements

Dans un contexte où la pression budgétaire pousse à des coupes drastiques, l'UNIPSO rappelle que les entreprises à profit social sont bien plus que des postes de dépenses ! Elles sont le socle même de notre solidarité, de notre système social et un investissement pour notre avenir commun.

« Quand on parle de réduire les budgets du secteur à profit social, on parle en réalité de priver des milliers de personnes d'accompagnement, de soins, d'éducation à travers l'école ou l'accueil extra-scolaire, d'accès à une crèche, à un service d'aide à la jeunesse, à un service d'aide à domicile pour les personnes âgées ou en maison de repos et de soins, à un service d'accueil et d'hébergement pour les personnes en situation de handicap, à un service d'insertion socio-professionnelle, à une offre culturelle... » insiste Stéphane Emmanuelidis, Président de l'UNIPSO.

Économiser sur le dos du secteur à profit social serait une erreur de perspective et une menace pour des services essentiels à la population et aux entreprises.

Le profit social, bien plus qu'un coût

« Il faut cesser de considérer que les entreprises à profit social, non marchandes, ne sont que des centres de coûts arrosés historiquement de subsides... et donc aujourd'hui une variable d'ajustement facile. Au contraire, ces entreprises, créées par l'action associative citoyenne, comptent aujourd'hui des dizaines de milliers d'emplois durables, non délocalisables, centrés sur l'humain qui répondent au quotidien à des besoins fondamentaux de la population... À tel point que les gouvernements et parlements successifs leur ont délégué des missions de services publics... considérant que tout ne peut relever de la seule loi du marché », rappelle-t-il

Une force économique à part entière

Les entreprises à profit social sont aussi des actrices économiques à part entière et des partenaires des entreprises marchandes :

- Elles créent et emploient des dizaines de milliers de personnes qui alimentent directement la consommation et la croissance locale ;
- Elles participent à la réinsertion de publics fragilisés (notamment via le secteur de l'insertion, les entreprises de travail adapté...) dans un contexte socio-politique difficile ;
- Elles achètent elles-mêmes des biens et services auprès d'entreprises de proximité, participant à l'économie locale ;
- Elles créent, par leurs offres de services et biens à la population, un environnement propice et indispensable à l'activité économique, en permettant aux familles, travailleur-euses et entreprises de s'appuyer sur des réseaux fiables, accessibles, protecteurs ;
- Elles génèrent enfin des économies structurelles par leur rôle de prévention tout au long de la vie de chacun et chacune.

Prévenir aujourd'hui pour éviter de payer demain

« Il est temps de considérer nos secteurs comme des acteurs de prévention majeure. Imaginer notre société sans crèche, sans culture, sans organismes de formation, sans hôpitaux, sans maisons de repos, sans service d'aide à domicile pour les personnes âgées... Cela amènerait très vite notre société à terriblement s'appauvrir et être excluante, en remettant toute la pression au sein des familles, sur les travailleur-euses, sur chacun et chacune, dans un contexte global où la santé mentale de notre population va mal. Autant dire qu'in fine, ce seront les acteur-ices économiques qui trinqueront » poursuit Monsieur Emmanuelidis. « Désinvestir dans nos secteurs reporterait sur la génération future, une addition bien plus salée. C'est donc une fausse économie. Une vision court-terme. Enfin, ça serait remettre en question, sans débat démocratique, des choix de société qui forment « nos communs ». Ce n'est pas acceptable. » conclut le Président de l'UNIPSO.

Des attentes fortes envers les Gouvernements

Dans un contexte aux multiples transitions, le soutien au secteur à profit social est un choix d'avenir. L'UNIPSO appelle les Gouvernements à être attentifs à garder une politique budgétaire qui place la solidarité et l'humain au cœur des priorités, autour de **trois lignes de force** :

- Garantir le financement stable et suffisant des services d'intérêt général face à des mesures régionales, fédérales voire européennes qui risquent de mettre à mal les entreprises ;
- Soutenir les employeurs et les travailleur-euses face aux métiers en pénurie par un plan attractivité ambitieux ;
- Maintenir des emplois qualifiés, locaux et durables, car ils sont la condition même pour répondre aux besoins essentiels de la société.

Ces trois lignes de force seront au cœur de l'analyse de l'UNIPSO qui, le cas échéant, se réservera le droit d'une réaction publique post conclaves. Car couper dans le profit social, c'est scier la branche sur laquelle toute la société est assise. Rendez-vous est pris...

Le secteur à profit social, un des piliers de notre modèle de société, partenaire tout au long de la vie !

Les entreprises à profit social œuvrent quotidiennement à renforcer la résilience de notre société, à lutter contre les inégalités et à construire des réponses innovantes aux grands défis de demain. Elles offrent des métiers variés, emplis de sens et d'engagement. Elles emploient plus de 200.000 travailleur-euses en Wallonie et en Fédération Wallonie-Bruxelles.

L'UNIPSO, confédération intersectorielle des employeurs du secteur à profit social compte 28 fédérations sectorielles, représentant près de 12.000 entreprises.

Au sein des partenaires sociaux, l'UNIPSO siège sur le banc employeur, notamment au CESE Wallonie, au FOREM, à l'AVIQ, à l'ONE...

Stéphane Emmanuelidis, Président de l'UNIPSO

Dominique Van de Sype, Secrétaire général de l'UNIPSO

CONTACT :

 Stéphane Emmanuelidis, Président

 0475/68.64.28

 stephane.emmanuelidis@unipso.be